

**EUROPEAN UNION****Conseil permanent de l'OSCE N° 1102  
Vienne, 2 juin 2016**

---

**Déclaration de l'UE en réponse au chef du Centre de  
l'OSCE à Bichkek et au Directeur de l'Académie de Bichkek**

---

L'Union européenne et ses Etats membres souhaitent la bienvenue à l'Ambassadeur Kapinos pour sa dernière présentation au Conseil permanent, ainsi qu'au directeur de l'Académie de Bichkek M. Dunay.

De notre point de vue, l'Asie centrale doit rester prioritaire pour l'OSCE, en particulier au regard de l'évolution du contexte sécuritaire régional. C'est pourquoi nous regrettons l'intention de proposer une croissance nominale zéro pour le Centre de Bichkek, qui impactera négativement ses activités programmatiques.

Nous soutenons les 5 domaines d'activités prioritaires de la mission: le renforcement des relations entre les communautés, la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, la lutte contre les menaces transnationales, la promotion de l'Etat de droit et la protection des droits de l'homme et de l'égalité entre les sexes. Nous valorisons la qualité du dialogue avec l'Etat-hôte et le renforcement du dialogue avec les institutions autonomes de l'OSCE. Nous encourageons également la coopération régionale entre les missions de l'OSCE ainsi qu'avec les organisations internationales présentes sur place.

Les élections présidentielles de 2017 seront une étape déterminante pour mesurer la poursuite des avancées du Kirghizstan vers la démocratie parlementaire. Nous comptons sur le soutien du Centre de Bichkek pour accompagner les autorités dans la préparation de cette échéance importante, en particulier dans la prise en compte des recommandations adressées par les rapports du BIDDH.

Concernant la dimension politico-militaire, l'Union européenne reconnaît l'importance des sujets liés aux menaces transnationales et à la sécurité des frontières. Le travail de délimitation et de démarcation des frontières doit progresser, avec l'objectif d'améliorer la gestion intégrée des frontières. Nous encourageons la coordination accrue avec l'Union européenne sur ces questions, ainsi qu'avec le bureau de l'OSCE au Tadjikistan et l'Ecole des cadres pour la gestion des frontières de Douchanbé. La lutte contre le terrorisme est également une composante essentielle du travail du Centre de Bichkek, tout comme l'alerte précoce et la prévention des conflits, notamment par le biais des « messagers de la paix ». L'implication des conseils de la jeunesse est une approche efficace pour assurer la durabilité de ces activités.

L'UE exprime une nouvelle fois son regret que le gouvernement kirghize ait décidé de mettre fin à l'Initiative de Sécurité Communautaire, qui jouait un rôle important dans l'amélioration du dialogue et du degré de confiance entre les communautés ethniques et la police dans le Sud du pays. L'UE serait intéressée d'en savoir plus sur la stratégie visant à assurer la continuité et la durabilité des résultats de l'initiative.

Dans la dimension économique et environnementale, nous soutenons l'accent mis sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Nous saluons également l'accent mis sur la bonne gestion des ressources naturelles, y compris l'eau, pour prévenir les conflits.

Dans la dimension humaine, qui est une priorité pour l'Union européenne, nous encourageons la poursuite des travaux du Centre en matière de promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales et apprécions le soutien apporté – aux autorités kirghizes dans l'amélioration du système de justice pénale. Nous souhaitons encourager les autorités kirghizes à poursuivre la mise en oeuvre des réformes en matière de prévention de la torture et concernant le système pénitentiaire, où le rapport fait état de progrès. Nous rappelons aussi les préoccupations, que nous avons soulevées dans notre déclaration du 28 avril sur le cas d'Asimjon Askarov. Nous saluons l'abandon par le Parlement du projet de loi sur les « agents de l'étranger », et continuerons de suivre avec attention le projet de loi

sur les « relations sexuelles non-traditionnelles ». L'Union européenne encourage également les autorités kirghizes à continuer de faire preuve d'ouverture dans leur coopération avec le Haut-commissaire pour les minorités nationales sur le développement de réformes dans le domaine de l'éducation. Le statut de membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies du Kirghizstan est une opportunité pour ce dernier pour faire preuve de son engagement en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

Monsieur le Président, L'Académie de Bichkek jouit d'une excellente réputation dans la région et contribue au renforcement de la sécurité et de la coopération régionale en Asie centrale et avec l'Afghanistan. Son. Nous saluons la visite du Président en exercice de l'OSCE à Bichkek fin mars, qui a permis de trouver un terrain d'entente avec les autorités kirghizes sur quelques éléments qui demeuraient en suspens, inscrivant le travail de l'Académie dans la durée. Toutefois, le financement essentiellement extrabudgétaire de l'Académie continue de mettre en péril sa durabilité à long terme. A cet égard, nous souhaitons savoir si le Centre à Bichkek a l'intention dans un avenir proche de proposer d'inclure une part plus grande des activités de l'Académie dans le Budget unifié?

Nous soulignons que pour toutes les opérations de terrain, une évaluation de l'impact concret des activités menées est essentielle pour promouvoir l'efficacité et aider à l'élaboration de meilleures pratiques et de retours d'expérience.

Enfin, nous appelons les autorités kirghizes à se conformer à leurs engagements pris à l'OSCE d'exempter de taxes les personnels de la mission de terrain ou de rembourser le budget unifié des sommes prélevées.

En tant que partenaire de longue date du Kirghizstan, l'Union européenne continuera de soutenir le nouveau gouvernement kirghize dans son travail visant à faire avancer le développement socio-économique, la bonne gouvernance, l'état de droit, la démocratisation et le respect des droits de l'homme.

Nous souhaitons à l'ambassadeur Kapinos et M. Dunay plein succès dans la poursuite de leur travail.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine\*, le Monténégro\*, la Serbie\* et l'Albanie\*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; l'Islande et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen; se rallient à cette déclaration.

\* L'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.